

PORTUGAL : LA CRISE DE LA DETTE FAIT UNE TROISIEME VICTIME

Après s'être (trop ?) longtemps arcbuté sur une posture de fierté nationale lui dictant de refuser toute assistance extérieure, le Portugal s'est finalement résolu, la semaine dernière, à demander l'aide financière de l'Union européenne, comme l'avaient fait avant lui, et avec autant de réticences, la Grèce puis l'Irlande.

Alors que l'an dernier déjà, Lisbonne figurait en bonne place sur la liste des victimes probables de la crise de la dette souveraine, le scénario, qui se répète pour la 3^{ème} fois, semble écrit à l'avance : un pays dit « périphérique » de la zone euro -c'est le terme du FMI- présente un niveau d'endettement excessif qui le place dans le collimateur des marchés; les agences de notation dégradent sa « note » provoquant mécaniquement (c'est la raison d'être de ces fameuses notes) une hausse des taux d'intérêt auxquels ce pays peut emprunter pour se refinancer, rendant le poids de sa dette de plus en plus insupportable et le recours à l'aide extérieure de plus en plus inéluctable... Aide extérieure bien évidemment assortie d'un plan de rigueur draconien d'autant plus impopulaire qu'il est imposé par des puissances étrangères !

Le paradoxe, dans le cas du Portugal, est que le gouvernement socialiste de José SOCRATES a été renversé le 23 mars dernier suite au rejet des mesures d'austérité qu'il avait proposées en espérant éviter l'intervention européenne. Dans l'attente des élections législatives prévues le 5 juin, la vacance du pouvoir risque de sérieusement compliquer les négociations autour du plan d'aide de 80 milliards d'euros annoncé...

Alain MARTY
Centre d'Information Europe Direct
Chambre d'Agriculture d'Auvergne